

Communication publique et médias

Jean-Pierre Farkas

Abstract

Public Communication and the Media

A joint effort is required to improve the relations between the press and the administration and, thus, the administrations' communication with the citizenry. This should make it possible to identify and overcome the inhibitions of each in order to reach a common goal : to involve the public.

Citer ce document / Cite this document :

Farkas Jean-Pierre. Communication publique et médias. In: Revue française d'administration publique, N°58, 1991. La communication publique. pp. 275-277;

doi : <https://doi.org/10.3406/rfap.1991.2896>;

https://www.persee.fr/doc/rfap_0152-7401_1991_num_58_1_2896;

Fichier pdf généré le 19/02/2024

COMMUNICATION PUBLIQUE, MÉDIAS, CITOYENS

COMMUNICATION PUBLIQUE ET MÉDIAS

Jean-Pierre FARKAS

Directeur des radios locales de Radio France

Un magnifique sujet, un vrai thème politique rarement évoqué dans les cercles du pouvoir, et encore moins dans les rédactions, sauf en cas de crise, comme toujours.

Dans les écoles de journalisme, l'approche demeure très institutionnelle. L'information publique fait partie des figures imposées, mais le niveau de recrutement dans les écoles s'élevant régulièrement, on considère la culture « civique » comme un acquis sur lequel il est superflu de revenir. Cependant, quand ils entrent dans la vie professionnelle, la plupart des jeunes journalistes ignorent les règles du secret de l'instruction ou les pouvoirs respectifs du conseil général, du maire et du conseil régional.

Il est erroné d'affirmer que les citoyens ne s'intéressent pas à la chose publique, comme on le laisse entendre dans certaines administrations. La preuve en est le succès constant des journées « portes ouvertes », où les uns et les autres sont bien obligés d'oublier leur méfiance réciproque pour pouvoir dialoguer. Mais ces opérations sont exceptionnelles et encore trop souvent sacrnalisées dans un décor qui intimide nos concitoyens. On ne saurait oublier non plus que les sociétés anglo-saxonnes ont, par tradition, un comportement nettement plus respectueux de leurs institutions que les peuples latins.

Nos grands-parents avaient probablement une connaissance plus approfondie, plus familière aussi, des mécanismes de la société de leur temps, du moins ceux qui n'avaient pas oublié les leçons « laïques et républicaines » d'une école où il était tout aussi naturel d'apprendre les départements ou les tables de multiplication que l'instruction civique. L'école moderne s'est ouverte sur le monde extérieur, ses moyens de communication et ses promesses technologiques, en oubliant peut-être au passage les humbles fondements de notre culture démocratique. Là encore, rien n'est perdu et l'expérience des professionnels de la communication, se conjuguant à la bonne volonté des enseignants, permettrait sans doute de mieux faire connaître et aimer aux enfants la société où ils seront à la fois des citoyens et... nos lecteurs.

Les journalistes « de terrain » n'ont pas souvent l'opportunité de s'exprimer sur ces sujets et l'heureuse initiative de cette *Revue* mérite, en retour, que nous traduisions, avec sincérité, le fond de notre pensée.

Est-il décidément impossible que la presse transmette aux citoyens la communication dont les administrations ressentent aujourd'hui la nécessité?

A priori rien ne l'interdit, à condition d'identifier, le plus honnêtement possible, les blocages des uns et des autres. Tout d'abord, avouons-le, les journalistes n'ont pas d'intérêt instinctif pour la chose publique et, comme tous les autres citoyens, ils éprouvent une méfiance viscérale pour l'État, quand il se mêle de tout, et un ressentiment, quand il est sourd à leurs tracasseries quotidiennes. Un fonctionnaire, face à un journaliste, n'a pas le droit d'ignorer que son interlocuteur, *a priori* bien disposé, aura lui aussi un réflexe égocentrique de repli vis-à-vis du représentant d'une machine souvent dure pour le citoyen. La règle la plus simple serait que le communicateur officiel veuille bien d'abord se mettre à la place du public. Il serait tout aussi équitable que le journaliste en fasse autant.

Les journalistes sont, pensez-vous, volontiers approximatifs, ne relatent qu'une information incomplète, voire malveillante et, de toute façon, « ne racontent que ce qu'ils veulent et jamais ce qu'on voulait leur raconter ». Il est vrai que, dans la presse, on ne remarque jamais un démenti et que, seule, compte la première information.

Les journalistes sont cependant très sévères entre eux, mais ils éprouvent une grande pudeur à ne pas l'expliquer eux-mêmes au grand public. La profession se dresse comme un seul homme quand un fonctionnaire ou un ministre critique un article ou un reportage, mais se déclare incapable de toute autocritique. Pourtant, la majorité des journalistes d'expérience est sincèrement préoccupée des erreurs, des approximations, voire des malhonnêtetés qui ternissent un métier difficile mais exaltant.

Les journalistes représentent donc un passage obligé de la communication, mais combien de communicateurs officiels s'en passeraient volontiers, s'ils n'y étaient contraints par une obscure nécessité? Et tout d'abord, les connaissez-vous bien ces journalistes? Avez-vous fait l'effort de savoir comment était organisée leur profession, comment ils avaient choisi ce métier et selon quelles règles ils le pratiquaient? Ayant vérifié et regroupé son information — tout au moins, on l'espère — sa responsabilité la plus noble est de choisir ce qui lui paraît le plus digne d'intérêt pour son public, ou plus précisément pour *l'idée qu'il se fait* de son public. Il a donc droit à l'erreur, mais sa véritable ambition est d'expliquer et d'être compris. Exactement comme ses interlocuteurs dans l'administration. Nous devrions donc pouvoir nous entendre.

Ceux qui cherchent à communiquer avec le public aiment aussi leur métier, mais l'expliquent souvent mal. Ils redoutent non seulement d'être mal traduits mais, bien plus encore, de sortir de leur cadre hiérarchique. Par formation, certains d'entre eux pratiquent une langue généralement ésotérique qui les dispense de toute explication superflue et conforte leur position dominante. A la limite, nous pourrions, les uns et les autres, nous cantonner dans cette situation d'incompréhension mutuelle. Où l'affaire se complique, c'est lorsque l'un d'entre nous se risque à essayer de mieux comprendre. C'est l'outrage. Comme si l'acte de poser une question, même maladroitement, remettait en cause la situation personnelle, la culture de celui qui, en possession de l'information, se charge de la dispenser...

Caricature toujours. Cependant, si avant de signer un texte administratif, son auteur se préoccupait de savoir si sa propre secrétaire en a bien compris l'intérêt pour la communauté et si, dans l'autre camp, chaque journaliste consultait son entourage sur ses articles, nous sortirions plus facilement de ce brouillard. Quel ministre aura l'imagination d'imposer à ses collaborateurs de tester les textes administratifs de son département auprès de quelques administrés?

A partir de cet effort partagé, il deviendra plus aisé de travailler ensemble. A la base ou au sommet? Si la nécessité de la communication est clairement ressentie par le sommet de la hiérarchie, cette volonté irriguera fatalement la base de notre système

administratif et ce, malgré notre tradition centralisatrice. Il est d'ailleurs piquant de constater que les relations presse-administration sont d'autant plus fructueuses qu'elles s'exercent au quotidien, en province, malgré une décentralisation encore très inégale. Les uns et les autres ont pris le temps de se connaître et appris à définir les règles du jeu. Un fonctionnaire d'autorité risquera d'autant moins d'être trahi qu'il n'aura jamais mis son interlocuteur en situation d'intoxiqué ou de compère.

Cette communication si difficile mais souhaitée de part et d'autre par nombre d'entre nous, est-elle réalisable à long ou à court terme? Autrement dit, faut-il attendre une grève, une décision mal comprise et l'arrivée d'un train « en retard » pour expliquer une politique? Il n'y a pas de véritable règle en la matière : les journalistes doivent toujours exposer les problèmes ou les idées en les illustrant par des faits et en les symbolisant par des personnes. Bref, un bon article, c'est d'abord une histoire. Notre vraie convergence c'est d'« intéresser » le public. Un pays bien informé est, certes, plus difficile à gouverner, mais la démocratie n'existe et ne se fortifie que, passée la première porte : celle de la communication.